

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Direction du parti 3

Les délégués ont élu une nouvelle direction du parti le 5 mai.



Initiative cantonale 4

A Lucerne, l'UDC a lancé une initiative contre le diktat de l'asile.



Formation 13

Ce que les enseignants disent du document de fond UDC.



Pour tous vos imprimés



Zofinger Tagblatt AG
Medien- und Printunternehmen
Zofinger Tagblatt AG, 4800 Zofingen
Tel. 062 745 93 93, www.ztonline.ch

17 juin 2012

Votations fédérales: Les mots d'ordre UDC



Acceptez-vous l'initiative populaire «**Accéder à la propriété grâce à l'épargne-logement**»?

OUI

Acceptez-vous l'initiative populaire «Pour le renforcement des droits populaires dans la politique étrangère (**accords internationaux: la parole au peuple!**)»?

OUI

Acceptez-vous la modification du 30 septembre 2011 de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (**LAMal, Réseaux de soins**)?

NON



À genoux devant l'Europe

Le 19 avril 2012, les gouvernements cantonaux ont reçu le courrier suivant de la présidente de la Confédération, Evelyne Widmer-Schlumpf :

« Le 5 mai, comme chaque année, nous célébrerons la Journée de l'Europe. Cette fête est une commémoration de l'adoption du Statut du Conseil de l'Europe en 1949 à Londres. Le Conseil de l'Europe est la plus ancienne organisation internationale d'Europe et reste la plus grande à ce jour ; elle comprend, à deux exceptions près, tous les États européens. Le Conseil de l'Europe compte à ce jour 47 États membres.

La Suisse est membre du Conseil de l'Europe depuis 1963 et s'engage de manière active pour la promotion des droits humains, des valeurs démocratiques, de l'État de droit et de la stabilité en Europe. C'est pourquoi nous prions les autorités cantonales et communales de participer cette année encore à la Journée de l'Europe, en hissant sur les bâtiments publics le drapeau européen. Nous vous remercions d'avance de votre soutien. »

Voici donc la situation dans laquelle nous nous trouvons en Suisse. Sur ordre de la présidente de la Confédération, on hisse le drapeau européen dans tout le pays et on oublie l'engagement en faveur de notre patrie. La soumission à l'étranger a la cote, la lutte pour notre Confédération et les acquis helvétiques tombent dans l'oubli. Mme la Présidente de la Confédération, pourquoi ne pas envoyer dans deux mois la lettre suivante aux exécutifs cantonaux ?

« Le 1er août, nous célébrons comme chaque année notre Fête nationale. En ce jour, nous célébrons la fondation de la Confédération suisse sur le Grütli en 1291. La Suisse est la plus ancienne démocratie directe du monde. Elle repose sur une structure fédéraliste et respecte la souveraineté fiscale des cantons. La Confédération compte à ce jour 26 cantons.

Par sa neutralité et son indépendance, la Suisse contribue de manière déterminante aux valeurs démocratiques, à la légalité et donc à la stabilité en Europe.

C'est pourquoi nous invitons les gouvernements cantonaux et communaux à participer cette année aussi à la Fête nationale, en hissant le drapeau suisse sur tous les bâtiments publics. Nous vous remercions d'avance de votre soutien. »

Ne nous faisons pas d'illusions. La politique officielle au Conseil fédéral avance dans une direction très préoccupante : rapprochement ou rattachement de la Suisse à l'UE, restriction des droits démocratiques, abandon de la sphère privée, du secret bancaire et donc de la place financière suisse.

Le Conseil fédéral appuie cette évolution alarmante de manière très marquée dans sa communication récente sur l'orientation future de la politique européenne.

Le Conseil fédéral a déclaré, au sujet de ces décisions relatives à la politique européenne : *« Les principes se réfèrent entre autres aux questions de l'application et de l'interprétation homogènes des dispositions des différents accords bilatéraux, de l'évolution du droit, de la surveillance de l'application des accords ainsi que du règlement des différends. »*

Ce sont là de belles paroles mais on ne comprend guère ce que cela veut dire. D'où le soupçon que ce qui est dit ici ne correspond pas aux véritables intentions. L'« homogénéité » souhaitée signifie la fin de l'autodétermination dans la politique européenne mais aussi la fin de la voie bilatérale. Cette dernière sera remplacée, comme pour l'accord de Schengen, par une subordination à la souveraineté juridique européenne. Oui, même pour Schengen, il nous appartient en Suisse de reprendre « de manière autonome » les adaptations en droit suisse. Il s'agit toutefois d'une possibilité purement théorique. Car si la Suisse refuse de reprendre un acte législatif, nous devons nous attendre à des mesures dites « compensatoires », en clair à des sanctions, de la part de l'UE.

Le Conseil fédéral parle en outre, concernant sa politique européenne, en termes fleuris, de decision shaping. Qu'est-ce que cela signifie ? Ni plus ni moins que la Suisse joue le rôle de spectateur. Elle peut certes être représentée par des « experts » dans les comités préparatoires mais n'a aucun droit de vote. On ne peut certainement pas appeler cela de l'autodétermination et moins encore la place d'un État souverain.

Bien entendu, nous savons ce qui nous attend si notre gouvernement national poursuit sur cette voie. On viendra geindre que seule une adhésion totale à l'Union européenne permettrait de participer aux décisions.

Comme vous pouvez le voir, l'UDC aura beaucoup à faire, ces prochaines années, pour défendre la prospérité et la liberté de la Suisse. Nous devons faire de la résistance.

Toni Brunner, président de l'UDC Suisse

Oui aux traités internationaux devant le peuple

Plus de 600 invités et délégués se sont réunis à Klingnau (AG) le 5 mai pour participer à l'assemblée des délégués. Ils ont défini les mots d'ordre pour les votations du 17 juin prochain. A l'unanimité des 486 voix ils approuvent l'initiative: «Traité internationaux: la parole au peuple!». L'initiative en faveur de l'épargne-logement a reçu un fort soutien par 415 voix contre 15 oppositions. Enfin, les réseaux de soins ont été rejetés par 368 voix contre 52 après une intense discussion.



Toni Brunner a offert au vice-président sortant Yvan Perrin une hallebarde pour le remercier de ses six ans d'engagement pour notre pays.



Comme tous les deux ans, le renouvellement complet de la direction du parti était à l'agenda des délégués. Toni Brunner, président du parti a été réélu à l'unanimité des 425 voix exprimées. Les vice-présidents ont été (ré)élus en bloc par 414 voix contre 6 et quelques abstentions.



La nouvelle direction de l'UDC (de gauche à droite) avec les vice-présidents Claude-Alain Voiblet (VD), nouveau, Luzi Stamm (AG), nouveau, Nadja Pieren (BE), sortante, Christoph Blocher (ZH), sortant, Toni Brunner (SG), président du parti, sortant, Judith Uebersax (SZ), nouvelle, Oskar Freysinger (VS), nouveau, Walter Frey (ZH), sortant et le président du groupe Adrian Amnstutz (BE), membre d'office.

4 Initiative cantonale sur l'asile

Les cantons peuvent faire de la résistance

Le système suisse de l'asile se trouve toujours et encore dans un état désastreux. Pour régler les dysfonctionnements au niveau cantonal, l'UDC du canton de Lucerne a lancé l'initiative populaire « Für eine bürgernahe Asylpolitik » (pour une politique d'asile proche des citoyens). L'initiative clarifie les responsabilités, permet la création de centres d'asile provisoires et décharge les communes des coûts vertigineux de l'asile.



par Guido Müller, député, président du groupe, Ebikon (LU)

Les problèmes de la longueur excessive des procédures, de la perméabilité de la frontière Schengen ou du laxisme des tribunaux face aux requérants d'asile délinquants doivent être résolus au niveau fédéral. Les cantons ont néanmoins une marge de manœuvre pour créer des structures efficaces et organiser l'hébergement des requérants d'asile de manière supportable pour la population. C'est sur celle-ci que se base l'initiative « Für eine bürgernahe Asylpolitik ».

Les buts de l'initiative

Une politique d'asile fonctionnelle requiert des responsabilités claires. C'est au canton d'assumer la responsabilité de l'hébergement des requérants d'asile qui lui sont attribués, au lieu de mettre celle-ci sur le dos des communes. Pour toutes les questions liées à l'asile,

il y a un interlocuteur. Dans le cas du canton de Lucerne, il s'agit du Département des affaires sociales. Le canton est habilité à mettre en place des centres d'asile provisoires hors des zones constructibles et des camps fermés pour les requérants délinquants et récalcitrants. Cela s'applique aussi à la location d'installations existantes. Les préoccupations des communes concernées sont prises en compte.

Si, contrairement à la pratique souhaitée en premier lieu, les requérants d'asile ne sont pas hébergés dans des centres d'asile provisoires mais répartis entre les communes, diverses conditions de protection de la population s'appliquent. Celles-ci comprennent :

- La sécurité de la population est garantie vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Lorsque des requérants d'asile sont hébergés dans une commune, les questions de sécurité doivent être réglées de manière claire, par exemple dans un concept séparé.
- Les séjours supérieurs à une année ne sont possibles que pour les réfugiés reconnus et les personnes en admission provisoire.

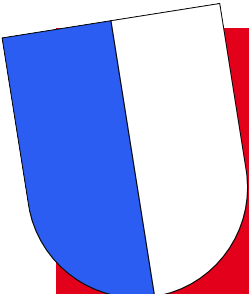
Les requérants d'asile ayant un autre statut seront principalement hébergés dans des centres d'asile provisoires.

- Les communes ont le droit de renvoyer au canton les requérants d'asile délinquants et récalcitrants ainsi que ceux dont la demande a été rejetée.

En ce qui concerne l'hébergement des requérants d'asile, les communes définissent les droits de codécision de ses habitants. On ne peut plus tolérer que les requérants d'asile soient répartis sans aucun égard à la population.

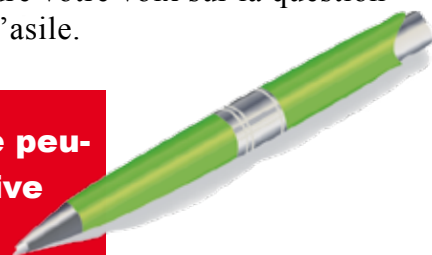
Aujourd'hui, certaines communes lucernoises sont confrontées à des charges financières exorbitantes liées aux requérants d'asile. Pour que ces coûts soient visibles dans le bilan cantonal, les communes doivent en être déchargées. Si les coûts sont mis à la charge du canton, celui-ci est tenu d'accroître la pression afin de régler la situation désastreuse de l'asile.

À toutes les citoyennes et à tous les citoyens du canton de Lucerne: signez notre initiative et faites entendre votre voix sur la question de l'asile.



Les citoyennes et citoyens du canton de Lucerne peuvent obtenir plus de renseignements sur l'initiative populaire cantonale: „Für eine bürgernahe Asylpolitik“:

www.asyldiktat-stoppen.ch



Plus de démocratie dans la politique étrangère !

La Suisse subit des pressions de l'étranger et doit reprendre toujours davantage de droit international. Un Oui à l'initiative sur les accords internationaux le 17 juin, permettra au peuple suisse d'étendre ses possibilités de codécision concernant la conclusion des accords internationaux importants et ainsi de renforcer la souveraineté nationale.



par Hans-Ueli Vogt, professeur, député, Zurich (ZH)

A mesure de l'avancée de la mondialisation et des liens de plus en plus étroits entre les États, l'autonomie de ceux-ci connaît une diminution constante. Le droit international prend de plus en plus de place. Notre démocratie directe voit ainsi son importance s'effriter. Le peuple suisse, qui est après tout le «souverain» dans notre pays, perd de son pouvoir, il ne peut plus décider lui-même de son destin.

L'initiative populaire «Accords internationaux : la parole au peuple» vise à corriger quelque peu cette évolution. Le peuple et les cantons devraient pouvoir voter sur les principaux accords internationaux par la voie d'un référendum obligatoire.

Ces accords internationaux seraient ainsi traités de la même manière qu'une modification de la Constitution. Pourquoi est-ce juste et important ?

1. Parce que les accords internationaux bénéficient dans de vastes domaines d'une primauté sur nos lois, qui leur confère dans cette mesure un rang constitutionnel. Logiquement, ils doivent donc aussi être soumis au référendum obligatoire. Par

exemple, si l'initiative sur les accords internationaux avait été en vigueur, le peuple aurait ainsi obligatoirement dû se prononcer sur la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). Or elle n'a à l'époque pas même été soumise au référendum facultatif. La CEDH empêche actuellement l'application d'initiatives populaires pourtant acceptées par le peuple et les cantons, notamment l'initiative sur le renvoi.

2. Parce que les accords internationaux ont souvent des répercussions impossibles à prévoir au moment de leur signature. Une fois qu'un accord international a été signé, les États ont juridiquement ou du moins de facto l'obligation de se soumettre aux développements futurs dans le cadre du contrat : les modifications et compléments doivent être repris, les extensions à de nouvelles parties doivent être acceptées (mot-clé : élargissement de l'UE vers l'est) et la jurisprudence de nos tribunaux doit se conformer à la jurisprudence «dynamique» des tribunaux internationaux concernés. Le référendum obligatoire est particulièrement important pour les accords que le Conseil fédéral a l'intention de conclure avec l'UE sur les questions dites institutionnelles (mot-clé : reprise automatique du droit européen) : le peuple et les

cantons doivent ici avoir le dernier mot !

3. Un référendum obligatoire est nécessaire pour les accords internationaux importants parce que, surtout pour les contrats multilatéraux, la participation du Parlement et éventuellement du peuple est limitée à un simple Oui ou Non ; il est donc d'autant plus important que le Conseil fédéral sache, lors de la négociation des contrats, qu'il doit obtenir l'accord du peuple et des cantons. Cela le contraint d'autant plus fortement à tenir compte de l'intérêt national. Le référendum obligatoire garantit en outre que les accords internationaux importants soient examinés en profondeur par le Parlement et le public, plutôt que de les feuilleter à la va-vite.



La démocratie directe est le facteur de succès n°1 de la Suisse. Un Oui à l'initiative sur les accords internationaux le 17 juin permettra de réduire considérablement leur importance dans la politique étrangère et donc de renforcer la position du peuple suisse par rapport au droit international, qui restreint de plus en plus notre liberté.

6 Votations fédérales

Non aux soins gérés en réseaux

Les coûts de la santé ne cessent d'augmenter et la LAMal impose une solidarité obligatoire. Cet aspect, amplifié par les dérives technologiques, consuméristes et le droit à la redistribution de la santé a abouti à la croissance incontrôlable des prestations remboursables. La tarification médicale, Tarmed, technocratique, a abouti à une explosion de nouvelles prestations, décorticables, qui se surajoutent les unes aux autres.



par Dominique Baettig, psychiatre, anc. conseiller national, Delémont (JU)

Les autorités ont favorisé la migration, avec son lot de problèmes médicaux, sociaux et psychologiques. La pression de rentabilité et d'efficacité qui s'est exercée sur les généralistes et les médecins travaillant en périphérie, la standardisation et le contrôle bureaucratique des prestations ont abouti au repli des médecins sur les villes, le surdéveloppement de structures hospitalières (qui emploient une main-d'œuvre en formation ou débauchée, déjà formée, dans des pays voisins).

Alors que jusqu'à présent, et sans succès, les assureurs s'étaient réservés un rôle de clé de voûte dans le système de contrôle des coûts et des prestations de la santé, ils ont eu l'idée géniale de confier ce rôle ingrat (restreindre, refuser, rationner, justifier, rappeler les coûts, vérifier l'économicité, autoriser l'accès

au spécialiste) à une nouvelle espèce d'idéalistes, le médecin prêt à travailler en « réseau » et à assumer une redoutable responsabilité budgétaire. Et ils ont trouvé les politiciens qui ont conçu ce gadget de standardisation des soins rationnés appelé « managed care ».

Au nom de la qualité ils veulent ainsi imposer des soins dispensés par un groupe impersonnel (qui est responsable dans un réseau ?), chapeauté par un médecin généraliste qui peut-être de manière arbitraire décidera de l'accès au spécialiste et réclamera des comptes et des explications en retour. Le libre choix du médecin, la respon-

“Les soins gérés en réseau sont une utopie de technocrates et les capacités d'économie sont contestables. Qui décidera dans le réseau de l'accès au spécialiste, avec quelle légitimité.”

sabilité individuelle, la confiance, la liberté du choix thérapeutique sont ainsi limitées d'emblée. On prétend gérer les soins, la relation médecin-malade comme une entreprise, une machine parfaite et sans ratés, alors qu'en médecine, le relationnel, l'irrationnel, le psychologique, l'empathie,

le don de soi, la gratuité, le temps mis à disposition ne sont pas des valeurs économiques ou technocratiques.

Les soins gérés en réseau sont une utopie de technocrates et les capacités d'économie sont contestables. Qui décidera dans le réseau de l'accès au spécialiste, avec quelle légitimité. Comment se gèrera la coordination de ce groupe aux intérêts et aux personnalités divergents ? Sera-t-elle respectueuse des besoins et des attentes des patients, non consultés dans ce projet ? Combien coûtera-t-elle ?

Rien n'empêche les médecins qui le veulent (idéalistes, travail à temps partiel), de travailler ensemble. Imposer à tous le réseau, prescrire la collaboration obligatoire est une dérive autoritaire, étatiste et paternaliste (Big Doctor) qui n'aboutira qu'à des résistances passives et actives.

Si, comme le disent ses partisans, les réseaux de soins visent d'abord la qualité et l'efficacité, ne devraient-ils pas coûter plus cher (tout un groupe de spécialistes compétents à disposition!) et le choix du médecin traditionnel justifier une quote-part plus basse ?

Non à la standardisation des soins, à leur rationnement. Oui à la liberté et la responsabilité individuelle. Oui au libre choix de son médecin...

Plus d'informations:
www.udc.ch

Pour un toit à soi

Propriété du logement pour:

- Les familles
- La classe moyenne
- Les locataires

Vivre sous son propre toit garantit la sécurité, la satisfaction et le confort. Plus de ménages doivent pouvoir se l'offrir.



Pour un toit à soi

17 juin
OUI
L'ÉPARGNE-LOGEMENT

```

Caract = 'Full Time' ; employment = 'new' ; period = 'MAY, 1997' ; location = '
new' ; job = '155, 1211' ; datein = '

```

www.epargne-logement-Oui.ch



Jean-François Rime, conseiller national
UDC. Bulle

«La promotion de la propriété
du logement est nécessaire»



Andrea Geissbühler, conseillère nationale UDC. Herrenschwanden

«Pour la classe moyenne et les jeunes familles»



Toni Brunner, conseiller national UDC, Ebnat-Kappel

«Pour que quelque chose soit enfin fait en faveur de la classe moyenne»

8 Accord sur la fiscalité

Préserver la sphère privée d

La sphère privée des clients des banques doit être protégée, indépendamment de la nationalité, du sexe, de la religion ou de la situation financière. En ce qui concerne l'accord sur la fiscalité de l'épargne avec l'Allemagne, le Conseil fédéral a cédé à la pression allemande sur toute la ligne. La Suisse devient un percepteur d'impôt pour l'Allemagne et les fonctionnaires allemands seront habilités à contrôler les banques en Suisse. C'est pourquoi la fraction UDC et le comité central de l'UDC rejettent unanimement cet accord.

Dans le cadre de sa séance du 2 mai 2012, la fraction UDC s'est penchée sur les accords conclus avec l'Allemagne et le Royaume-Uni concernant la régularisation des avoirs bancaires. Une fois de plus, le Conseil fédéral a fait beaucoup trop de concessions à ces deux États dans les négociations de ce printemps relatives aux accords sur la fiscalité de l'épargne. Sous leur forme actuelle, les clauses négociées affaiblissent la place

financière suisse, fragilisent davantage encore la sphère privée des clients, font pratiquement disparaître les activités bancaires avec les clients de ces pays et coûtent ainsi des places de t r a -

vail. La fraction rejette donc à l'unanimité les accords avec l'Allemagne et le Royaume-Uni.

De fait, la Suisse devient un percepteur d'impôt pour l'État allemand. Le secret bancaire est pour ainsi dire abandonné. Les fonctionnaires allemands sont en outre habilités à contrôler des banques en Suisse. Les banques devront supporter d'énormes charges administratives, ce qui poussera avant tout les petits établissements à renoncer aux relations commerciales

avec les clients allemands. Les accords présentent dans leur forme actuelle des taux d'imposition prohibitifs pouvant atteindre 41 %, voire 50 % en cas de succession. Ils ne contiennent par ailleurs pas de réglementation claire sur le traitement des supports de données volés et ne garantissent ni la réciprocité ni un accès au marché pour les instituts financiers suisses.

Par de belles paroles, le Conseil fédéral tente de dissimuler qu'il a cédé à la pression étrangère. Il appelle « justice

«Il reviendrait moins cher d'édicter une interdiction pour les banques suisses d'accepter tout client allemand ou anglais.»

Hans Kaufmann, conseiller national, Wettswil am Albis (ZH)

fiscale » l'abandon de la sphère privée du citoyen. Il est aujourd'hui question de la sphère privée des étrangers en Suisse. Demain, ce sera au tour des Suisses.

L'UDC défend la Suisse et nos piliers fondateurs que sont la responsabilité individuelle, la souveraineté et la démocratie directe. Il nous appartient à nous UDC de défendre la prospérité et la liberté de la Suisse. Nous devons pour cela résister.



es clients des banques



«Les taux d'imposition prohibitifs allant jusqu'à 50% ne sont pas acceptables. En outre, l'accord avec l'Allemagne est un monstre bureaucratique sans égal, ce qui limite encore la compétitivité des banques suisses. »

Hannes Germann, conseiller aux Etats,
Opfertshofen (SH)

Il nous appartient à nous UDC de défendre la prospérité et la liberté de la Suisse. Nous devons pour cela résister.

Annonces positives et négatives



Entre les sessions, on esquisse toutes les décisions politiques. Le Conseil fédéral et les commissions parlementaires préparent les différents objets et posent les jalons des décisions qui seront prises durant les sessions. Malheureusement, les intérêts de la Suisse ne sont pas toujours au premier plan...

Ce que l'UDC a obtenu:

Mesures immédiates de l'UDC relatives à la problématique de l'asile

Dans le cadre des délibérations sur la loi sur l'asile au sein de la Commission des institutions politiques du Conseil national, l'UDC a déposé cinq propositions de motions de la Commission, conçues comme des mesures immédiates. Trois d'entre elles ont été reprises par la Commission et seront traitées par le National durant la session d'été. La quatrième motion, qui concerne l'augmentation des places de détention, sera traitée et appliquée différemment. La cinquième motion, en vue d'une réduction des forfaits d'aide d'urgence, n'a pas été reprise par la Commission mais déposée par la fraction UDC durant la session extraordinaire. Toutes les mesures immédiates ont ainsi été déposées et pourront être traitées sans délai.

Le Conseil fédéral invoque enfin la clause de sauvegarde

Sous la pression de l'UDC, le Conseil fédéral a enfin décidé d'invoquer la clause de sauvegarde pour les permis B (plus d'une année) des citoyens des États de l'est de l'UE. Cette mesure ne permet certes pas de résoudre le problème de l'immigration de masse, car son impact est très limité. Il sera pour cela nécessaire d'appliquer l'initiative contre l'immigration de masse. Le fait d'avoir invoqué la clause de sauvegarde constitue cependant un signal important donné à l'UE et dit clairement que la Suisse n'est pas prête à tout accepter. Ce qui est toutefois problématique est que le Conseil fédéral (comme les autres parties) a utilisé la clause de sauvegarde comme argument de poids dans la campagne de votation relative à la libre circulation des personnes, alors qu'il avait déjà connaissance de sa faible efficacité, et a refusé de l'invoquer les années où il aurait été important de le faire.



ves de Berne

Ce dont nous pouvons remercier la gauche :

Le Conseil fédéral veut un rattachement à l'UE

Le Conseil fédéral a décidé le 25 avril 2012 d'un rattachement institutionnel étroit de la Suisse avec l'UE. Il veut créer une « homogénéité » avec l'UE, avec un « espace juridique commun » aux « règles les plus uniformes possibles » et propose notamment à l'UE, de fait, une reprise impérative du droit européen par la Suisse ainsi que de nouvelles instances de contrôle et mesures de compensation en cas de dérogation au droit européen. Cela impliquerait une perte de souveraineté majeure. C'est hors de question pour l'UDC.

Le Conseil fédéral demande une forte augmentation de l'aide au développement

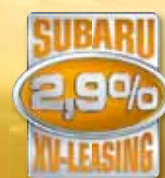
L'augmentation de l'aide au développement telle qu'elle a été décidée est contestable à de nombreux égards. Après que le Parlement a décidé l'an dernier, contre la volonté de l'UDC, de faire passer l'aide au développement à 0,5% du PIB, le Conseil fédéral demande à présent les crédits-cadres sur quatre ans correspondants, à hauteur de 11,35 milliards de francs. Ce, il convient de le relever, dans une période qui reste marquée par les conséquences négatives de la crise économique et financière et où, à de rares exceptions, tous les autres pays industrialisés réduisent leur aide au développement ou du moins ne l'augmentent pas.

Le Conseil fédéral présente un plan de sortie du nucléaire sans concept

Presque une année après la décision du Parlement d'abandonner l'énergie atomique, il se révèle que la promesse ronflante de « tournant énergétique » d'ici à 2050 ne pourra pas être tenue. Les chiffres communiqués par la Confédération avant le débat sur la sortie du nucléaire concernant les énergies alternatives ainsi que le développement du secteur hydraulique étaient beaucoup trop optimistes et doivent aujourd'hui être radicalement corrigés. Même le Conseil fédéral admet désormais que la sortie sera impossible sans la construction de centrales à gaz. Cela signifie en clair : forte dépendance de l'étranger, émissions massives de CO₂ et prix élevés.

L'UDC exige fermement une politique énergétique réaliste, qui garantisse un approvisionnement en énergie suffisant, à bon prix, avec la plus grande indépendance possible et en toute sécurité.





MARTIN SELLER



LA NOUVELLE SUBARU **XV** 4x4 EST ARRIVÉE. DÈS FR. 25'900.-.



Vous avez le choix entre trois motorisations et trois niveaux d'équipement comprenant, entre autres, un intérieur cuir, un toit ouvrant électrique, un système de navigation et le système sans clé Entry and Go avec touche Start/Stop.

- **1,6 litre essence**, 114 ch, boîte manuelle 2x5 vitesses ou automatique CVT, **prix de lancement dès Fr. 25'900.-.**
- **2,0 litres essence**, 150 ch, boîte manuelle 6 vitesses ou automatique CVT, **prix de lancement dès Fr. 28'900.-.**
- **2,0 litres diesel**, 147 ch, boîte manuelle 6 vitesses, **prix de lancement dès Fr. 30'900.-.**

Dès maintenant chez votre concessionnaire Subaru.

Catégorie de rendement énergétique B, CO₂ 146 g/km, consommation mixte 5,6 l/100 km (2.0D).
Moyenne de toutes les voitures neuves vendues (toutes les marques): 159 g/km.



Trezia, 5 portes, traction avant.
Prix promotionnel:
dès Fr. 19'900.-, Fr. 2'600.-
de moins que le prix catalogue.
Aussi avec moteur diesel.



WRX STI 4x4, 4/5 portes.
Prix turbo: dès Fr. 44'100.-.



XV 4x4, 5 portes.
Prix de lancement:
dès Fr. 25'900.-.
Aussi avec Boxer Diesel.



Forester 4x4, 5 portes.
Prix promotionnel:
dès Fr. 30'900.-, Fr. 2'500.-
de moins que le prix catalogue.
Aussi avec Boxer Diesel.



Legacy 4x4, 4/5 portes.
Prix promotionnel:
dès Fr. 29'650.-, Fr. 4'000.-
de moins que le prix catalogue.
Aussi avec Boxer Diesel.



Outback 4x4, 5 portes.
Prix promotionnel:
dès Fr. 37'350.-, Fr. 4'000.-
de moins que le prix catalogue.
Aussi avec Boxer Diesel.



f CONCOURS



www.subaru.ch SUBARU Suisse SA, 5745 Safenwil, tél. 062 788 89 00. Concessionnaires Subaru: env. 200. www.multilease.ch
Prix nets recommandés sans engagement, TVA de 8% incl. Sous réserve de modifications de prix.

SUBARU. SWITZERLAND'S 4x4

Qu'en disent les enseignants?

« Mon expérience personnelle de débutante dans la profession m'a montré que les contenus d'apprentissage théoriques des Hautes Écoles Pédagogiques (HEP) sont parfois très éloignés de la réalité et ne sont pas applicables au quotidien scolaire : au lieu de transmettre aux enseignants en formation comment concevoir un examen et le noter, on disqualifie les notes, considérées comme une mauvaise chose et on écarte le sujet d'un revers de main. De même, les « recettes » utilisables, éprouvées pour la gestion du quotidien scolaire sont déconsidérées dans les HEP. Les enseignants expérimentés en revanche racontent souvent qu'on leur en donnait auparavant à l'Ecole normale pour qu'ils puissent s'en servir par la suite. »

Stefanie Gysi, enseignante d'école primaire, Cham (ZG)



L'objectif d'instruire s'est peu à peu dilué au profit de l'objectif d'égalisateur social. La mission assignée aux enseignants a vu la part d'instruction et d'apprentissage faire de plus en plus de place à la socialisation. Les méthodes pédagogiques ont systématiquement valorisé l'animation et la découverte mettant de côté les apprentissages scolaires. Dans le même temps, les enseignants ont été démobilisés de leur mission première par de nouvelles contraintes administratives. Les instituts de formation des maîtres, notamment la HEP Lausanne et l'IUFE Genève très imprégnées de ces méthodes pédagogiques ont profité de la situation pour formater les maîtres à certaines doctrines pédagogiques. Bourrés de ces doctrines, de nombreux maîtres sont désemparés lorsqu'ils sont placés seuls face aux réalités d'une classe.. C'est ainsi un nombre considérable de classes et d'élèves qui « dérangent ». Il faut bien reconnaître que ce mal touche également d'autres cantons, dont les autorités se sont laissé séduire et piéger par ces nouvelles doctrines pédagogiques.

Jean-François Huguelet, enseignant et doyen d'école professionnelle, Tolochenaz (VD)

« En tant qu'enseignant expérimenté, je remarque régulièrement à quel point les enseignants en formation sont mal à l'aise face aux problèmes de discipline. Leur manque d'assurance n'est pas étonnant : il n'est pas donné à tout le monde de faire face à 20 adolescents et d'encadrer, de former, voire d'enthousiasmer une telle troupe ! La formation actuelle des enseignants prépare beaucoup trop peu à la « situation de crise ». Seules les personnes qui enseignent depuis longtemps avec succès et ont passé l'épreuve du feu que représente se tenir debout, seul, devant une classe sont aptes à exercer cette profession. Mais comment sélectionne-t-on ces gens présentant les aptitudes requises dans le cercle des aspirants profs ? L'apprentissage pour enseignants serait une méthode adéquate ! »

Willi Villiger, enseignant au gymnase, Eggenwil (AG)



14 Shop UDC



Commandez en ligne:
www.udc.ch



..... ex. ballon de foot UDC	25.-	..... ex. Pin's croix suisse	7.-
..... ex. porte-documents UDC	49.-	..... ex. Pin's logo UDC	7.-
..... ex. cravatte croix CH min.	50.-	..... ex. Pin's «UDC Gold»	7.-
..... ex. cravatte croix CH max.	50.-	..... ex. Post-it, bloc de 50	2.-
..... ex. cravatte UDC	50.-	..... ex. couteau suisse	20.-
..... ex. bonbons UDC	5.-	..... ex. autocollants (27/page)	5.-
..... ex. briquet UDC	5.-	..... ex. stylo UDC	2.50
..... ex. sac à dos UDC	10.-	..... ex. jeu de carte jass	3.-
		... franc. ... allemand.	

Nom: Prénom:
 Adresse: NPA: Lieu:
 Mail: Téléphone:

Prière de nous renvoyer le talon:

Secrétariat général UDC, Case postale 8252, 3001 Berne, par fax au 031 300 58 59 ou par e-mail à gs@svp.ch



ICI VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX DE L'UDC FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT

**Votre annonce pleine page lue
par 10'000 lecteurs romands pour
Fr 1'000.-**

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 70'000
lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande.
Plus d'informations en appelant le **031 300 58
58** ou par e-mail à franc-parler@udc.ch. Dé-
couvrez notre journal en ligne sur www.udc.ch

Impressum

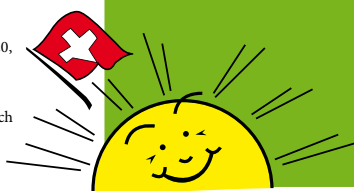
Tirage:	5'000 exemplaires	Adresse:	Franc-parler, Case postale 8252, 3001 Berne, franc-parler@udc.ch
Edition:	Stiftung SVP-Parteizeitung	Imprimerie:	Zofinger Tagblatt AG, Henzmannstrasse 20, 4800 Zofingen, www.ztonline.ch
Périodicité:	mensuelle	Crédit photo	© Peter Schaub, page de titre et page 3 © Dany Schär, page 3 - www.dany-schaer.ch
Collaborateurs:	Kevin Grangier	Annonces:	Kevin Grangier, franc-parler@udc.ch
Abonnement:	Fr. 35.- pour les non- membres.		

Votations du 17 juin 2012

Commandez dès à présent le ma-
tériel de campagne en faveur du
Oui à l'épargne-logement et en
faveur du **Oui aux traités inter-
nationaux** devant le peuple ainsi
que contre le **managed care**.

Ecrivez-nous **gs@svp.ch** afin
de recevoir le bulletin de com-
mande ou appelez-nous au **031
300 58 58**.

Affiches, flyers, argumentaires et
divers gadgets composent la pa-
noplée du matériel disponible.



« Vol Spécial » : un film de propagande

La soirée événement « autour du film Vol Spécial de Fernand Melgar » organisée le 28 mars 2012 par la RTS, avec diffusion de l'œuvre sur toutes ses chaînes, fut éclairante : dirigé contre le droit de la Suisse à refouler les fauteurs de troubles, le film du marionnettiste subventionné n'a rien d'un documentaire. Et tout d'un film de propagande.

par Yves Nidegger, conseiller national, président de la Commission des affaires juridiques, Genève (GE)

Le genre « documentaire » désigne un film de type informatif ou didactique, construit à partir de documents authentiques ; il s'oppose à la « fiction » et ne repose pas, en principe, sur un jeu d'acteurs. Le film de propagande participe, quant à lui, de la psychologie ; il est destiné à influencer la perception publique des événements, des personnes ou des enjeux, afin d'orienter l'action politique dans un sens déterminé.

Un film de propagande se reconnaît d'abord à l'importance du rôle joué par l'Etat dans sa conception et dans sa diffusion.

1) Financement officiel : «Vol Spécial» est coproduit par la RTS (notre redevance) et subventionné par l'Office fédéral de la culture (nos impôts) et par la Loterie romande (quota).

2) Diffusion autoritaire : outre les téléspectateurs de la RTS, le public de «Vol Spécial» est fourni par les écoles, les enfants s'y rendent en classe, aux frais des parents mais sur décision des seuls enseignants, encouragés en ce sens par les départements cantonaux de l'instruction publiques.

3) Reconnaissance officielle : les élites subventionnées encensent l'œuvre, même si les salles la boudent.

Un film de propagande se reconnaît ensuite au fait qu'il met en scène une émotion, instaurée en personnage principal, chargée d'un message politique.

4) « Vol Spécial » est à ce titre exemplaire : le cinéaste serre son cadrage sur le seul dépit des expulsés face à leur expulsion, frustre le spectateur de toute explication rationnelle quant à cette mesure, puis passe les mouchoirs.

L'opposé absolu d'un documentaire qui aurait, pure hypothèse, traité de la détention administrative.

Enfin, un film de propagande met en scène des héros, joués par des acteurs, et des figurants fournis par l'Etat.

5) Là, Melgar a fait très fort : ses acteurs sont ses prétendus sujets d'observation, qui n'ont pas eu besoin des six mois qu'a duré le tournage pour comprendre le rôle que le réalisateur leur avait offert de jouer. Rôlés par les procédures qui les avaient conduits à Frambois, pour être expulsés de force et de guerre lasse par la force publique, les héros multirécidivistes du marionnettiste ont été opérationnels dès le premier jour. Puisant leur talent culpabilisateur dans un long vécu de «victimes» incomprises des tribunaux, ils ont porté avec ferveur un rôle entièrement voué à plaider leur propre cause, indéfendable rationnellement.

6) Quant aux figurants gardiens, pratique, l'Etat s'est chargé même des costumes.

Soyons juste, tout n'est pas totalement faux dans le film de Melgar, dont le titre, il faut le reconnaître, est parfaitement conforme au produit : même si elle est intellectuelle, l'escroquerie est bien un vol qualifié, donc un « vol spécial » au sens du droit pénal.



Yves Nidegger, conseiller national UDC sur le plateau d'Infrarouge le 28 mars dernier. Il a accusé le film Vol Spécial d'être un film de propagande.



Fernand Melgar, Réalisateur de Vol Spécial

6^e Tournoi de foot de l'UDC



Samedi, 14 juillet 2012 de 10h00 à 16h00 - Reitplatz, Winterthour Töss

Grand tournoi de foot de l'UDC. Bonne ambiance, compétition, trophées, prix, musique et bien plus seront au rendez-vous.

Catégories (aucune limite d'âge)

Equipe mixte (6 joueurs, dont au minimum 2 femmes)

Equipe masculine (6 joueurs)

Les joueurs individuels sont également les bienvenus. Selon les possibilités, une équipe sera constituée.

Participation : Fr. 50.- par équipe. Possibilités d'annoncer votre équipe tout de suite sur Internet www.udc.ch ou par e-mail à imobersteg@svp.ch

Renseignements: Ariane Imobersteg 031 300 58 58

Fin des inscriptions: 1^{er} juillet 2012